

Baromètre Sport-Santé

Vague 2 - L'accessibilité à la pratique sportive en Pays de la Loire 39% des habitants des Pays de la Loire jugent que l'accès aux activités physiques près de chez eux se détériore

Montreuil, le 1^{er} Mars – Alors que la campagne présidentielle est lancée, le sport est absent des débats et discussions. Face au défi de la sédentarisation et de l'inactivité, qui se sont accentuées après 2 ans de crise sanitaire, la Fédération Française leader en Sport Santé, au travers du Baromètre Sport-Santé réalisé avec l'institut IPSOS, pose un état des lieux de l'accessibilité à la pratique sportive dans les territoires. Il en ressort que les habitants des Pays de la Loire sont de plus en plus nombreux à avoir le sentiment d'une situation qui s'est dégradée.

Des inégalités territoriales majeures dans l'accès à la pratique sportive

Si en début d'année 33% des habitants des Pays de la Loire déclaraient vouloir pratiquer une activité physique ou sportive régulière, **ils sont plus de deux tiers (67%) à se sentir proches d'installations sportives.**

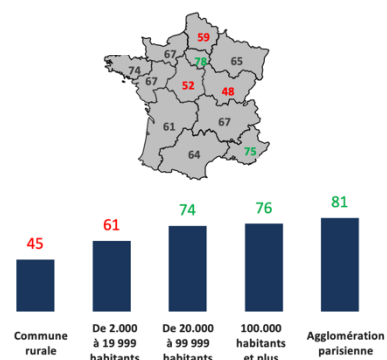
Un sentiment qui masque des disparités territoriales.

- En zone rurale, ils ne sont que 45% à avoir le sentiment d'être proches d'infrastructures pour pratiquer une activité physique ;
- En régions, ce sentiment d'éloignement est plus important dans en Bourgogne-Franche-Comté (52%), en Centre-Val de Loire (48%) et dans les Hauts-de-France (41%).

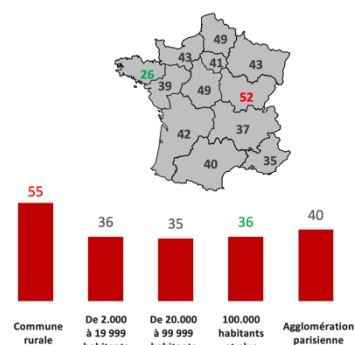
Si la proximité avec des infrastructures sportives se révèle disparate dans les territoires, dans les Pays de la Loire **39% des habitants ont le sentiment en revanche que cette accessibilité se détériore.**

- Au national, 41% des Français déclarent avoir le sentiment que l'accès aux activités physiques près de chez eux se détériore (soit + 16% comparé à 2018).
- Un constat largement partagé par plus d'un Français sur 2 (55%) vivant dans une commune rurale.

Sentiment de proximité aux installations sportives (%)



Sentiment de détérioration de l'accessibilité aux installations sportives (%)



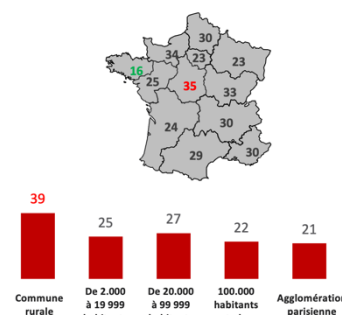
Les habitants des Pays de la Loire en attente d'une plus forte implication des pouvoirs publics

S'ils reconnaissent que l'accessibilité à la pratique sportive dans les territoires a tendance à se détériorer, les Français expriment aussi le sentiment d'un manque d'implication des pouvoirs publics dans le contexte actuel.

Alors que la pandémie a aggravé la sédentarité et l'inactivité, les Français ont le sentiment que les pouvoirs publics ne se mobilisent pas :

- **25% des habitants des Pays de la Loire (vs 27% des Français)** considèrent que là où ils habitent, **les pouvoirs publics de leur ville en font moins qu'ailleurs** pour l'accès aux activités physiques ou sportives,
- 39% des sondés vivant dans une commune rurale ont également ce sentiment ;
- En régions, ce sont les habitants du Centre Val de Loire qui expriment le plus cette insatisfaction. Contrairement aux Bretons qui se déclarent plutôt satisfaits de l'action des pouvoirs publics pour l'accès aux activités physiques ou sportives.

Sentiment que les pouvoirs publics en font moins qu'ailleurs pour l'accès aux activités physiques et sportives (%)



« La crise sanitaire a engendré de nombreuses contraintes qui ont mises à mal les associations sportives, comme la FFEPGV. Cela a pour conséquences que les Français ont cessé ou réduit leur pratique sportive, se privant ainsi d'une source de bien-être physique et psychologique, d'une part, et de lien social, d'autre part. Aujourd'hui, la capacité des associations à reprendre leurs activités « comme avant », et ainsi remettre les Français à l'activité physique, dépend notamment de la mise à disposition de salles et de lieux de pratiques. Que ces lieux de pratiques sportives se situent en extérieur (parcs et jardins, espaces semi-couverts, etc.) ou en intérieur (gymnases, salles municipales, écoles, etc.), leur accessibilité est indispensable à nos clubs et à nos animateurs. Sans eux, nos associations ne pourront pas poursuivre leurs activités et offrir comme elles le font, depuis des décennies, un lieu où s'expriment le « vivre ensemble » et la convivialité. A quelques mois de l'élection présidentielle, il est urgent que les candidats s'engagent et proposent des mesures pour maintenir vivant le patrimoine associatif et sportif dans les territoires. » Marilyne Colombo, Présidente de la FFEPGV.

Méthodologie du Baromètre

Étude réalisée auprès d'un échantillon de 2003 personnes, âgées de 16 ans et plus, représentatives de la population Française du 3 au 10 décembre 2021. L'échantillon a été interrogé par Internet via le panel en ligne d'Ipsos. Pour bénéficier d'effectifs minimum dans chaque région, l'échantillon a été raisonné. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas, appliqués aux critères de sexe, d'âge, de profession de l'interviewé, de région et de catégorie d'agglomération.

A propos de la FFEPGV

Issue d'un mouvement sportif créé en 1888 pour améliorer la santé publique par la démocratisation de la pratique sportive, la FFEPGV voit le jour en 1972, avec la réunion de plusieurs structures fédérales sportives. La Fédération a pour vocation d'organiser des activités physiques et sportives, orientées vers les loisirs et le bien-être. Elle est reconnue d'utilité publique depuis 1976, et compte près d'un demi-million de licenciés et pratiquants à travers 5 600 clubs. Les cours sont délivrés dans chaque club par des animateurs sportifs formés et diplômés par la Fédération.

Plus d'infos <https://ffepgv.fr>

Contacts presse :

SHADOW Communication – Rachel ALINE DIOT / Aurélie VINZENT / Karima DOUKKALI

Tel : 07 77 92 35 65 / 06 58 66 80 49 / 07 77 36 64 10

rachelalinediot@shadowcommunication.fr / aurelievinzent@shadowcommunication.fr